



Mauvaise passe Faute de neige, Val-d'Isère et Courchevel ne verront pas dévaler l'élite du ski. Une mauvaise nouvelle pour la fédération française, déjà critiquée pour sa gestion. **PAGE 3**



Etoile du Nord A Hellemmes, les animateurs du Spartak lillois font vivre un club alternatif de football qui milite pour « un sport populaire et solidaire ». **PAGE 6**



Show devant Le rugby à VII est très peu connu du grand public. Il sera pourtant à l'affiche des Jeux de Rio en 2016. En quête de reconnaissance, il entame une tournée mondiale. **PAGE 7**

Le judo K.-O.

La Fédération française de judo, quatrième sport le plus populaire en France, voit ses licenciés quitter les tatamis. La faute au MMA, comprendre « mixed martial arts », une discipline qui attire de plus en plus de judokas bien que ses combats soient interdits dans notre pays.

PAGES 4-5



Le judoka Thibaut Yang a disputé les championnats de France en 2013. Mais, depuis septembre 2012, il pratique aussi le MMA dans son club, à Châtelailon-Plage (Charente-Maritime).

JULIEN MIGNOT POUR « LE MONDE »

Dopage en série

La fédération russe et la fédération internationale d'athlétisme sont au cœur d'un vaste scandale de corruption et de pratiques interdites

Le président de la Fédération russe d'athlétisme, Valentin Balakhnichev, se serait bien passé de ce « premier rôle ». Depuis début décembre, l'institution qu'il préside depuis 1991, après avoir été athlète puis entraîneur au temps de l'Union soviétique, est au cœur d'un scandale où s'entremêlent un dopage quasi institutionnalisé et des soupçons de corruption impliquant nombre de sportifs de haut niveau, dirigeants, contrôleurs et agents. Dans un documentaire diffusé sur la chaîne allemande ARD, plusieurs athlètes étayaient ces accusations, comme la coureuse de 800 m Julia Stepanova, suspendue

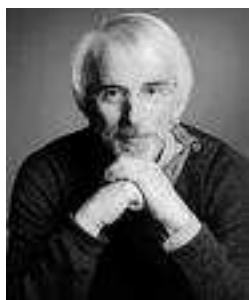
jusqu'en janvier 2015. La jeune femme y parle sans détour des entraîneurs qui « prennent une fille, la nourrissent de pilules et la font courir. Si demain elle est suspendue, ils se disent qu'ils en trouveront une autre ». Son mari, Vitaly Stepanov, membre de l'agence russe antidopage, admet avoir aidé sa compagne à se doper et décrit un système à grande échelle. La fédération internationale (IAAF) n'est pas épargnée. Sa commission d'éthique a ouvert une enquête sur de possibles tentatives de corruption pour couvrir des cas de dopage. Une affaire qui n'arrange pas le trésorier de l'IAAF, Valentin Balakhnichev. **■ PAGE 8**



Valentin Balakhnichev, président de la Fédération russe d'athlétisme, aux Mondiaux de Daegu, en 2011.

GETTY/AFP

L'ombre de « Julot »



CHRONIQUE

Philippe Delerm

Ecrivain

C'est une scène incroyable. Nous sommes le 10 novembre 1935. 400 000 personnes se pressent aux Champs-Élysées pour voir courir Jules Ladoumègue. Pas courir contre des adversaires. Pas non plus contre un record. Simplement courir. Bien sûr, le témoignage d'admiration, d'affection qu'ils viennent apporter au populaire « Julot » a une signification précise. Il s'agit de le consoler. Le consoler de la vie, de toute sa vie.

Jules Ladoumègue a perdu ses deux parents à sa naissance, dans des circonstances dra-

matiques. On le sait. On l'aime à cause de ça aussi. On l'aime surtout parce qu'il est un fantastique coureur de demi-fond, entre autres recordman du monde du 1 500 m. Et puis on l'aime parce qu'il a été l'objet de jalousies nauséabondes, qui ont conduit à sa disqualification pour faits de professionnalisme – quelques enveloppes reçues ça et là, de quoi nous faire sourire aujourd'hui.

Alchimie corporelle

Trois ans après les JO de Los Angeles qu'on lui aura fait manquer, on organise donc la fête de Julot. Une longue clameur d'amour. Et un spectacle. Cet homme possède une foulée magnifique, si aérienne. Son pied « va chercher loin derrière », comme on dit dans le jargon athlétique. La posture de son buste est seigneuriale. Lancé à pleine vitesse, on dirait qu'il court au ralenti tant le déroulé du geste est parfait d'amplitude et de souplesse. Trente ans plus tard, on fera à un autre grand champion, Michel Jazy, le plus beau compliment qui soit en disant que son allure rappelle celle de Jules Ladoumègue.

Cette « foulée spectacle », Ladoumègue sera contraint de l'afficher dans un contexte un peu moins sublime, au cirque Medrano. On le fera même courir contre des chevaux. Mais oui, courir peut être un art. Un geste que tout le monde ou presque sait faire. Et que chacun réalise d'une façon singulière. Cela m'a toujours frappé à l'époque où j'étais entraîneur

d'athlétisme, et plus encore à celle où je participais à des courses populaires. La foulée est-elle révélatrice d'une personnalité ? Peut-être. Elle est en tout cas l'indice d'une mystérieuse alchimie corporelle.

Celle-ci se manifeste le plus souvent dans l'expression de la souffrance. La pratique désormais très généralisée du jogging dans des lieux publics – durant les années 1970, elle vous valait encore quelques quolibets et autres « vas-y Jazy ! » – confirme, jusqu'au comique parfois, que la course met en jeu le corps tout entier, par l'asymétrie des bras, les ahancements du souffle, la parcimonie ou la générosité dans l'élévation de la jambe. Les canons athlétiques professent l'attaque du pied par le talon quand le rythme reste modéré ou raisonnable, mais on voit de très lents amateurs frapper le sol de la pointe, exercice en principe réservé aux sprinteurs.

Un dessin de Sempé dans son album *Sempé à New York* (Denoël, 2009) évoque une scène saisie à Central Park. Il n'y a que des adeptes du footing. Seul un couple marche tranquillement. Une voiture de police s'arrête auprès d'eux et leur demande : « *Quelque chose qui ne va pas ?* » Voilà. Nous en sommes là à notre tour. Chaque année, au départ du Marathon de Paris, les Champs-Élysées sont noirs d'une foule qui court. Et chaque année, je pense à ce spectacle inimaginable de Champs-Élysées noirs d'une foule venue voir un seul coureur, une ombre inimitable. ■

17

C'est le nombre d'équipes qui participeront en 2015 aux grandes épreuves de l'Union cycliste internationale (UCI). Astana, la formation kazakhe du vainqueur du Tour de France 2014 Vincenzo Nibali, a obtenu mercredi 10 décembre la licence World Tour mais reste « sous surveillance » pour avoir été confrontée cette saison à plusieurs cas de dopage. Europcar, en revanche, ne prendra pas le départ, faute de garanties financières suffisantes.

Agenda

Samedi 13 décembre

Football Fini les sommets de la Ligue des champions qui a vu le Barça s'imposer mercredi face au PSG (3-1). On rétrograde en Ligue 1 où un multiplex de quatre matchs est proposé pour cette 18^e journée. Le Stade Rennais se déplace à Bastia, Lorient accueille Metz, Evian espère sabrer le champagne à Reims et Lens file à Montpellier. (20 heures, BeIN Sports 1.)

Patinage Qui remportera la finale du grand prix ISU cette saison ? Les six meilleurs patineurs du moment s'affrontent sur la glace de Barcelone, mais bien difficile de donner un favori. Les Japonais Tatsuki Machida (vainqueur du Skate America) et Takahito Mura (vainqueur du Skate Canada) espèrent rafler l'or et l'argent. Mais attention au Russe Maxim Kovtun (*photo*), qui rêve de faire coup double après avoir été lauréat du trophée Bompard fin novembre. (20 h 30, Eurosport 2.) (PHOTO: AP)



Dans le creux de la vague

Longtemps intégré aux compétitions de surf, le bodyboard s'en est détaché en 2011. Depuis, la jeune discipline organise ses propres championnats du monde, de préférence en Amérique du Sud. Après avoir pris les vagues sur la côte vénézuélienne, les meilleurs riders du moment s'attaquent jusqu'au 14 décembre à la

houle d'Iquique, au Chili. L'équipe de France, l'une des nations fortes aux côtés du Brésil, de l'Australie, de l'Afrique du Sud et du Portugal, pourra compter sur Amaury Lavernhe (*photo*) ou Anne-Cécile Lacoste. Mais elle devra se passer du champion du monde junior Maxime Castillo, éliminé à mi-parcours. ■



Rugby Opération compliquée pour les Anglais de Leicester en Champions Cup. Pour s'imposer face au Racing club Toulon (RCT), les « Tigers » vont devoir sortir leurs griffes. Mais en auront-ils le temps ? Les hommes de Mourad Boudjellal, qui font cavalier seul en tête de la poule 3, ne veulent pas s'arrêter en si bon chemin. Surtout devant leur public. A défaut de rugir, ça devrait plaquer au stade Mayol. (16 heures, BeIN Sports 1.)



Dimanche 14

Football Champion d'Espagne en titre, l'Atletico Madrid n'a pas le droit de perdre à domicile. Renforcés par l'arrivée d'Antoine Griezmann (*photo*), les hommes de Diego Simeone, finalistes malheureux de la Ligue des champions en 2014 face à leur frère ennemi du Real, veulent conserver leur trophée national. Mais ils ont fort à faire : le Barça et le Real font pour l'instant la course en tête. (18 h 55, BeIN Sports 2.)

Snooker Voilà un événement qui pourrait bien faire la « une » des journaux. Pour la première fois de son histoire, le Portugal organise un tournoi européen de snooker ! Et à Lisbonne, s'il vous plaît. A défaut de supporter un joueur local, les Lisboètes pourront se reporter sur un Anglais ou un Écossais, les deux nations phares du jeu de boules sur tapis vert. (21 heures, Eurosport.)

Basket A minuit, sommes-nous encore dimanche ou lundi ? Une question que n'auront pas le temps de se poser les fans de basket sauce américaine. Le grand Miami Heat reçoit sur son parquet les mythiques Bulls de Chicago. Ça sent la grosse confrontation pour les deux équipes engagées plus que jamais dans la course aux playoffs dans le championnat NBA. (Minuit, BeIN Sports 1.)

Lundi 15

Football On tombe bien bas, cette fois, dans les abysses de la Ligue 2. Les joueurs de Troyes, candidats légitimes à la montée en Ligue 1 l'année prochaine, accueillent Nîmes qui surnage dans la seconde moitié du classement. Dans ces conditions, le match vaut-il le coup d'être joué ? Oui, quand même. (20 heures, Eurosport.)

Vendredi 19

Rugby Stade français-Grenoble. C'est l'affiche alléchante qui oppose le 3^e et le 5^e du Top 14. Les coéquipiers de Hendrik Roodt jouent gros face à la formation de la capitale qui espère revenir au tout premier plan du championnat national, devant Toulon et Clermont-Ferrand. De toute évidence, la confrontation s'annonce musclée au stade des Alpes. (20 h 40, Canal+ Sport.)

L'HISTOIRE

La Suisse en a marre de la corruption... à la FIFA

HENRI SECKEL

La Suisse n'est pas seulement le paradis fiscal des tennismen français ou des grands patrons de la planète. Elle a aussi vu pousser sur son sol, depuis que le Comité international olympique (CIO) s'y est installé en 1915, une quarantaine de fédérations sportives internationales – de la toute-puissante FIFA à la plus discrète Fédération internationale de bridge, en passant par celles de ski, de handball ou de minigolf – qui contribuent à la renommée et aux finances du pays, tout en profitant d'une fiscalité amicale.

Mais voilà, l'une de ces fédérations ayant la fâcheuse habitude, depuis quelque temps, d'attirer les soupçons de malversations (un indice : ce n'est pas celle de bridge), les Suisses ont commencé à s'agacer, notamment le député Roland Büchel : « *La Suisse est l'un des pays où il y a le moins de corruption au monde, mais avec les histoires de la FIFA [vous aviez deviné] on a l'impression d'être dans un pays plus corrompu que le Burkina Faso.* »

Pour mettre fin à cette publicité négative, le Parlement helvétique s'apprête à adopter une loi sur le blanchiment d'argent, dont le sur-

nom, « lex FIFA », donne une idée de sa cible, même s'il ne faut pas oublier la belle régularité du CIO au chapitre des scandales au cours des dernières décennies. « *Le Parlement et les gens en Suisse en ont assez de la corruption. Et ça, ils ne l'ont pas compris à la FIFA* », explique Roland Büchel, qui a lui-même travaillé au service marketing de l'institution entre 1999 et 2002 et fait campagne depuis 2010 pour une surveillance accrue des institutions sportives.

« Personne politiquement exposée »

Une première disposition, qui devait être votée vendredi 12 décembre, offre à Sepp Blatter (président de la FIFA) et à tous les dirigeants des fédérations internationales olympiques le statut de « personne politiquement exposée » (PPE), qui signifie que ces gens-là, du fait de leur fonction, ont plus de chances que vous et moi d'être touchés par des affaires de corruption. Et que, par conséquent, leurs finances seront désormais étroitement surveillées. « *Si la banque constate quelque chose de bizarre sur le compte de M. Blatter, elle pourra le bloquer immédiatement et devra avertir les autorités fédérales* », résume Roland Büchel.

Le second volet de la loi, qui sera voté d'ici deux ans, placera la FIFA et les autres organisations sportives sous la législation anticorruption du Groupe d'action financière (GAFI, auquel adhèrent une quarantaine de pays), dont elles étaient jusqu'à présent exemptées en tant qu'associations à but non lucratif – oui, comme ne l'indiquent pas ses réserves de 1,432 milliard de dollars (1,157 milliard d'euros), la FIFA est une association à but non lucratif. La corruption dans le sport va devenir une affaire pénale, et chaque cas suspect (exemple : l'attribution du Mondial 2022 au Qatar) fera l'objet d'une enquête de la justice suisse, même si personne ne porte plainte.

Les Fédérations continentales ont été oubliées dans la proposition de loi – alors que le chiffre d'affaires de l'UEFA, basée à Nyon, dépasse celui de la FIFA –, mais celle-ci va très loin, puisque même la secrétaire de Sepp Blatter ou le directeur de la communication de la FIFA, ainsi que les membres des familles des PPE, seront considérés comme des PPE. « *Mais, après toutes leurs conneries, c'est normal que le législateur exagère, justifie Roland Büchel. Ces gens-là peuvent dire merci à M. Blatter.* » ■

Pente dangereuse

SKI | Dixième aux Jeux d'hiver, l'équipe de France de ski affiche de plus hautes ambitions cette saison. Mais la remise en cause de la gestion de la fédération et l'annulation des étapes de Coupe du monde ne lui facilitent pas la tâche



Alexis Pinturault, au slalom géant de Beaver Creek, le 7 décembre.

CHRIS HUMPHREYS/USA TODAY SPORTS

BRUNO LESPRIT

Pour le ski français, le temps n'arrange rien à l'affaire. Il n'y aura pas cette année de Critérium de la première neige à Val-d'Isère, cinquième étape de la Coupe du monde masculine, à cause du manque de neige : la face de Bellevarde est désespérément verte, ce qui a entraîné l'annulation des slaloms prévus samedi 13 et dimanche 14 décembre. Avec un manque à gagner pour l'économie locale évalué à 7 millions d'euros. A défaut de skieurs, les Avalains peuvent encore nourrir l'espoir de voir dévaler des skieuses. Si le géant et le slalom programmés le même week-end à Courchevel ont été eux aussi abandonnés, descente et super-G sont maintenus les 20 et 21 décembre à Val-d'Isère. En attendant, les déboires français font le bonheur des Suédois et notamment de la station d'Are, qui a déjà hérité des championnats du monde 2017 et récupéré les épreuves annulées.

La Fédération française de ski (FFS) se serait bien passée de ces caprices hivernaux. Car le 20 novembre, la Cour des comptes a rendu public un référé sur la gestion de l'association ancienne lors des exercices 2003 à 2011. Avec l'Ecole nationale des sports de montagne (ENSM), elle est décrite comme une « structure protégée, échappant largement à l'effort général de réduction de la dépense publique » et faisant peu d'efforts pour « développer ses ressources propres ». La juridiction de la rue Cambon rappelle que, sur un budget de 14,5 millions d'euros, la FFS perçoit 4,5 millions d'euros de la puissance publique. S'ajoutent 85 conseillers techniques sportifs placés par l'Etat, un nombre jugé lui aussi disproportionné. En conclusion, la Cour des comptes préconise une baisse des subventions versées à la FFS et un développement des partenariats avec le Syndicat national des moniteurs de ski français (SNMSF) et les Domaines skiables de France (DSF), qui, selon elle, bénéficient des retombées sportives de la fédération mais contribuent insuffisamment à son financement.

« Ces deux partenaires ont été mis en cause alors qu'on ne peut rien leur reprocher », réagit Michel Vion, président de la FFS. Nous nous heurtons à la fois à un problème de contexte et de modèle économique. On peut considérer que

l'aide de l'Etat est considérable, voire excessive. Mais il s'agit d'une fédération complexe regroupant quand même sept disciplines olympiques [ski alpin, fond, saut à skis, biathlon, combiné nordique, free-style et snowboard], donc avec des besoins importants. Ce sont des sports compliqués à pratiquer : pour l'alpin, il faut aller chercher la neige à Ushuaia ! »

Née en 1924, consécutivement aux premiers Jeux olympiques d'hiver, accueillis à Chamonix, la FFS est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, qui s'est privée d'une source considérable de revenus en abandonnant dès 1945 la formation aux Ecoles de ski français (ESF). Depuis, comme le relève la Cour

« Entre le ski français et le norvégien, le ratio budgétaire est de 1 à 10, et il est de 1 à 5 entre le ski alpin français et l'autrichien »

FABIEN SAGUEZ

directeur technique national du ski

des comptes, elle « se consacre quasiment exclusivement au sport de haut niveau », auquel elle affecte 70 % de son budget (10 millions d'euros) dans le but « d'obtenir le plus grand nombre possible de médailles dans les compétitions olympiques et internationales ». Sur une longue période, ses résultats sont qualifiés d'« honorables ». Et « contrastés » lors des Jeux de Sochi, en février, puisque la France s'est classée dixième avec quinze médailles, dont deux seulement en ski alpin.

« On est l'une des fédérations les plus prolifiques en termes de médailles », corrige Michel Vion. A Sochi, la France a été la quatrième nation mondiale sur neige, les sports de glace n'ayant rapporté aucune médaille. Les dites récompenses émanaient principalement du ski acrobatique et du biathlon. La disproportion avait été plus flagrante en 2010 à Vancou-

ver (Canada) puisque le sport combinant ski de fond et tir à la carabine s'était accaparé six des onze médailles. L'alpin avait fait chou blanc, comme seize ans plus tôt à Lillehammer (Norvège). « Avec ce zéro, on s'était fait secouer », reconnaît Michel Vion. Deux médailles à Sochi, c'était bien le strict minimum. »

Le 18 novembre, la tension latente entre les spécialités est montée d'un cran avec la démission de Nicolas Michaud, directeur des équipes de France de ski nordique (fond, saut à skis, biathlon, combiné), qui avait réclamé une rallonge de 70 000 euros. « Les athlètes ressentent que les efforts ne sont pas faits de la même façon dans toutes les disciplines, c'est un vrai ras-le-bol pour eux », déclara dans la foulée le Franc-Comtois à *Nordic Magazine*. Michel Vion dénonce de son côté ce « choix personnel » : « En démissionnant dix jours avant le début des Coupes du monde, il a été irrespectueux avec les athlètes, les dirigeants, les bénévoles, l'institution et le président de la fédération que je suis. On ne peut pas mettre le feu pour 70 000 euros. »

Avec 28 % du budget sportif contre 40 % pour l'alpin, le nordique coûte moins et rapporte plus de médailles. Mais, ajoute Fabien Saguez, directeur technique national du ski, « son budget a augmenté de 30 % en huit ans alors que celui de l'alpin est resté quasiment constant ». Michel Vion, lui, se refuse à établir des comparaisons. « Sinon, il faut tout comparer et préciser que 85 % des recettes et 85 % des licences proviennent de l'alpin. Donc la redistribution est favorable au nordique. »

Seulement, la branche d'origine scandinave affiche deux champions d'envergure : le biathlète Martin Fourcade, qui a remporté les trois dernières éditions de la Coupe du monde, et Jason Lamy-Chappuis, qui avait réalisé le même triplé en combiné nordique (saut à skis et fond) entre 2010 et 2012. Alors que le dernier alpin à avoir soulevé le gros globe de cristal fut Luc Alphand, en 1997, aucun petit trophée (par discipline) n'ayant été gagné depuis le slalomeur Jean-Baptiste Grange en 2009.

Chez les femmes, le constat est plus accablant encore. Aucune ne s'est imposée par spécialité depuis Carole Montillet (super-G) en 2003. Autant dire que l'exploit en 1970 de Michèle Jacot, seule Française à avoir remporté le classement général, n'est pas près d'être renouvelé. « On attend pour fin décem-

bre-début janvier le retour de Tessa Worley, qui revient de blessure, espère Fabien Saguez. Et je compte aussi sur Anémone Marmottan. Mais c'est vrai qu'on est en difficulté, même si on a deux championnes du monde en titre », Tessa Worley (géant) et Marion Rolland (descente), victorieuses à Schladming (Autriche) en février 2013. La seconde a difficilement repris la compétition après une rupture des ligaments du genou qui l'a privée de Sochi.

Les Français ne luttent pas à armes égales. « Entre le ski de fond français et le norvégien, le ratio budgétaire est de 1 à 10, et il est de 1 à 5 entre le ski alpin français et l'autrichien », rappelle Fabien Saguez. Sans que l'Etat, chez les concurrents, verse une couronne ou un euro. Un jeune homme de 23 ans, providentiel, résiste pourtant vaillamment à la domination des Autrichiens, Suisses, Norvégiens et Américains : Alexis Pinturault, troisième au classement général en 2014 et premier Français à se hisser sur le podium final depuis Luc Alphand. Le prodige de Courchevel n'a pas manqué son début de saison avec une troisième place au géant inaugural de Sölden (Autriche), complétée les 6 et 7 décembre à Beaver Creek (Colorado) par le bronze au super-G et l'argent au géant.

« Pour lui, l'objectif c'est le Graal, une victoire au classement général, affirme sans détour Fabien Saguez. Il a fini la saison pas loin de Marcel Hirscher [à 194 points du vainqueur autrichien et seulement 63 du deuxième, le Norvégien Aksel Lund Svindal] et fait preuve de grandes capacités pour ambitionner cela, en misant sur le super-G, le géant et le slalom. Il produit le même effet que Martin Fourcade en biathlon en tirant le groupe vers le haut. On n'a jamais été aussi bons que cette année sur les courses nord-américaines, avec quatre garçons classés dans les dix premiers à Beaver Creek, du jamais-vu. » A savoir le descendeur Guillermo Fayed, qui s'était hissé pour la première fois sur un podium une semaine plus tôt à Lake Louise (Canada) avec une médaille d'argent, et les géantistes Victor Muffat-Jeandet et Thomas Fanara.

Alexis Pinturault rêvait de connaître son premier triomphe de la saison à Val-d'Isère, dans sa Vanoise, mais le voilà dérouté vers la Suède. Pour l'encourager à domicile, son fan club devra attendre la finale de la Coupe du monde. Il ne lui est pas interdit de rêver à une apothéose à Méribel, en mars 2015. ■

Le judo cherche la parade au MMA

SPORTS DE COMBAT

En obligeant ses clubs qui enseignent le « mixed martial arts » à renommer cette discipline « mixed jujitsu arts », la Fédération française de judo espère récupérer les pratiquants d'un sport en vogue qu'elle a toujours dénoncé



Yamamoto Kintaro (en rouge), de l'université japonaise de Tenri, a été embauché à la rentrée au Judo-Club de Thouars. Jeudi 4 décembre, il participait au cours de MMA du club de Châtelailillon.

PHOTOS : JULIEN MIGNOT POUR « LE MONDE »

FLORENT BOUTEILLER

Châtelailillon-Plage (Charente-Maritime),
envoyé spécial

Certains portent encore un pantalon de judogi. Mais, hormis les motifs qui reproduisent des techniques de judo sur l'immense baie vitrée du dojo flambant neuf de Châtelailillon-Plage (Charente-Maritime), rien ne laisse présager la tenue imminente d'un cours de judo. Vêtus de shorts et de tee-shirts pour l'immense majorité, ils sont une grosse trentaine, jeudi 4 décembre, à fouler le tatami de ce petit club en bordure de La Rochelle pour s'adonner au mixed martial arts (MMA), une discipline qui mélange divers sports de combat comme la lutte, le judo, la boxe thaïlandaise ou encore le taekwondo, et dont les compétitions sont interdites en France.

Pour les différents ministres des sports qui se sont succédé ces dernières années, tous opposés à sa légalisation, l'organisation de combats dans un octogone grillagé (appelé la cage) et les frappes au sol ont un caractère rédhitoire. Né des premiers combats sanglants de l'Ultimate Fighting Championship (UFC) au mitan des années 1990, le mixed martial arts a mauvaise presse dans l'Hexagone (« Sport & forme » du 22 mars). Mais, de-

puis, le MMA s'est doté de règles, arguent ses défenseurs, qui militent pour un « MMA éducatif » sans cage ni frappes au sol. « Notre objectif n'est pas de former des champions qui iront combattre à l'UFC », explique Bertrand Amoussou, président de la Commission française de MMA (CFMMA) et de la Fédération internationale de MMA (Immaf). Nous voulons un cadre légal qui permettrait à nos adhérents de pratiquer en toute sécurité. » Et il y a urgence face à l'afflux toujours plus important d'adeptes, toutes catégories sociales confondues, qui enfilent les mitaines. La société française Dragon bleu, leader mondial de la vente d'équipements de MMA, estime à 30 000 le nombre de pratiquants, répartis dans plus de 700 clubs (salles privées ou clubs de judo).

Ses premiers cours de MMA, Yohan Ruelle les a lancés en septembre 2012, tant par passion que par nécessité. Face à la désaffection de ses adhérents pour le judo, notamment chez les adultes, le professeur du Judo-Club de Châtelailillon a trouvé dans cette discipline en vogue un bon moyen de stopper l'hémorragie. « Cette année, dans le cours des cadets, juniors et seniors, je n'ai eu aucun nouveau licencié en judo. Chez les adultes, si on est 20, c'est bien le maximum. A l'inverse, au MMA, c'est d'avoir moins de 30 personnes sur le tapis qui n'est pas normal », explique Yohan Ruelle. Il a même créé une section « striking MMA » à la rentrée, un

cours réservé aux femmes qui cartonne, avec une trentaine de participantes à chaque séance.

« Il y a un engouement pour le MMA, c'est ce que les gens veulent faire maintenant. Les arts martiaux traditionnels sont en fin de vie », déplore Yohan Ruelle, qui se satisfait malgré tout d'avoir convaincu certains de ses élèves, venus à la base

« Il y a un engouement pour le MMA. C'est ce que les gens veulent faire maintenant. Les arts martiaux traditionnels sont en fin de vie »

YOHAN RUELLE

professeur au Judo-Club de Châtelailillon

pour le MMA, de rejoindre le maigre baillon du judo. Une stratégie « gagnant-gagnant pour le club » qui ne plaît pas du tout à la Fédération française de judo (FFJDA), partie en guerre contre ses clubs affiliés qui osent proposer du mixed martial arts.

« Le MMA est criminel. Notre fédération ne veut pas former à des combats sauvages », soutient au Monde Jean-René Girardot, vice-président de la FFJDA. Il a

participé à l'élaboration du « mixed jujitsu arts » (MJA), la dernière discipline proposée par la FFJDA, qui a reçu délégation du ministère des sports pour contrer le MMA. Dans un rapport confidentiel, M. Girardot « encourage » tous ses clubs affiliés à abandonner l'appellation MMA, « pour lequel il n'existe pas de diplômes », pour celle de MJA, plus acceptable à son goût. « Si les clubs ne veulent pas se conformer, nous aurons des raisons juridiques de les y soumettre », menace M. Girardot, qui n'envisage pourtant pas de faire une quelconque promotion de sa nouvelle discipline. « On ne lancera pas le MJA et il n'apparaîtra pas sur le site Internet de la FFJDA. Nous considérons que c'est une branche du jujitsu, qui est une de nos disciplines associées », assure-t-il. En somme, une coquille vide. Quant à la formation des professeurs à cette nouvelle discipline, la réponse est claire : « Pas besoin, ils sont déjà formés. »

« On nous prend pour des jambons, tonne Claude Haberzettel, ancien judoka de l'équipe de France qui a monté un réseau de salles de fitness à Nantes et à Rochefort, Univ'Sports, qui dispensent aussi des disciplines martiales comme le judo et le MMA. Jamais la FFJDA n'a été capable de développer le jujitsu traditionnel ou le taïso, qui auraient pu trouver leur public. Et, aujourd'hui, les dirigeants réagissent comme des despotes en nous disant que le MJA va se substituer au MMA. »



Au Judo-Club de Châtelailillon, on délaisse le kimono certains soirs de la semaine pour enfiler les gants.

« En changeant une lettre, la Fédération française de judo pense que tous les pratiquants de MMA vont se déporter sur le MJA. C'est scandaleux. La FFJDA veut accaparer une discipline, le MMA éducatif, que j'ai personnellement élaboré », s'insurge Bertrand Amoussou, qui a formé plus de 120 moniteurs de MMA en six ans.

Pour les pratiquants de MMA, Jean-Luc Rougé est à l'origine de ce camouflet. Depuis dix ans, le président de la FFJDA mène effectivement bataille contre le MMA, pratiqué selon lui par des « idiots » et des « barbares ». « Ces dernières années, il a maltraité notre discipline, se désolé Bertrand Amoussou. Et, maintenant, il obtient une délégation du ministère pour créer le MJA... Nous, en revanche, nous avons structuré le MMA, et pas un ministre ne nous a reçus ces dernières années. Jamais personne n'est venu voir ce qui se passait sur le terrain. »

Joint par *Le Monde*, le secrétaire d'Etat aux sports, Thierry Braillard, campe, lui, sur les mêmes positions que ses prédécesseurs : « Dernièrement, j'ai vu un reportage sur du MMA en Tchétchénie et je n'ai pas envie que cela se passe ainsi en France. C'est une atteinte à la dignité humaine. Cela doit entrer dans le cadre d'une fédération. »

« La raison principale qui a poussé à la création du MJA, on la connaît : comme la FFJDA a perdu beaucoup de licenciés cette année, elle essaye par tous les moyens d'en récupérer », avance Bertrand Amoussou. Nostalgique des années 2000, où elle avait atteint son pic de licences, la quatrième fédération de France revendique toujours, sur ses courriers officiels, 635 000 adhérents. Un chiffre qui ne concorde pas avec la saison 2013-2014, au cours de laquelle elle a enregistré 593 427 licences. Et, visiblement, la chute n'est pas près de s'arrêter, au dire de M. Girardot, qui assure qu'« à l'heure actuelle, la FFJDA est en retard de 15 000 licences ». C'est la faute, selon lui, des nouveaux rythmes scolaires, qui ont perturbé les activités du mercredi pour les plus jeunes. Un manque à gagner considérable. Et pour cause, aujourd'hui, plus de 80 % des judokas ont moins de 12 ans.

« Dans la réalité, la perte est encore plus sèche », croit savoir Lydia Martins Viana, coprésidente de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), qui revendique plus de 10 000 licenciés dans sa section judo. Alors que les relations ont toujours été cordiales entre les deux organismes, le ton est subitement monté lors d'une réunion, le 11 juin. « La FFJDA voulait obliger tous nos adhérents à prendre une licence chez eux. C'était abusif », explique M^{me} Martins Viana. Face au refus des représentants de la FSGT, Jean-Claude Senaud, directeur technique de la FFJDA, a alors menacé par cette pique d'« humour » : « Cette année, nous avons lâché les chiens, la saison prochaine, nous lâchons la meute. »



Licencié à Châtelailillon, Thibaut Yang a participé aux championnats de France de judo première division en 2013. En parallèle, il pratique aussi le MMA.

Un succès planétaire qui fait pâlir d'envie le judo

Lorsque, dans un communiqué laconique du 17 novembre, le secrétaire général de la Fédération internationale de judo (FIJ), Jean-Luc Rougé, a décrété que « tout judoka classé dans le ranking list [le classement mondial calqué sur l'ATP] n'est pas autorisé à s'engager dans une compétition internationale d'un sport de combat autre que le judo », le sang de milliers de combattants n'a fait qu'un tour. La communauté du mixed martial arts (MMA) s'est sentie une nouvelle fois visée par les propos de M. Rougé, aussi président de la Fédération française de judo (FFJDA), qui a refusé d'expliquer les motifs de sa décision.

C'est donc Marius Vizer qui s'est chargé d'éteindre l'incendie trois jours plus tard. « La migration d'athlètes vers plusieurs sports ne représenterait qu'une contamination spirituelle de notre sport, une fois que ces athlètes reviendraient vers le judo », a justifié le président de la FIJ dans un courrier adressé à ses « chers judokas ».

Mais à défaut d'apaiser les tensions, cette déclaration a jeté un peu d'huile sur le feu et révélé au grand jour les craintes des plus hautes instances du judo, dépassées par le boom du MMA. « Le MMA ne doit pas être vu par les autres arts martiaux comme une menace, mais plutôt comme une opportunité d'enrichir leur bagage technique, confie au Monde Garry Cook, ancien directeur exécutif de Manchester City et actuel directeur général de l'Ultimate Fighting Championship (UFC), la plus grande organisation mondiale de MMA. Je trouve dommage qu'une personne chargée de diriger un sport essaye d'empêcher un athlète de s'engager dans une autre discipline. Michael Jordan a joué au basket et au base-ball et ça n'a dérangé personne... »

Dans le monde, seuls trois pays et l'Etat de New York interdisent les compétitions de MMA. Si la France reste intraitable sur le sujet, la Norvège songe à assouplir ses règles. La Thaïlande, quant à elle, refuse l'organisation de combats sur son sol

pour préserver le muay-thaï, sa discipline locale. C'est la même logique qui a conduit les autorités new-yorkaises à s'y opposer pour ne pas concurrencer les épreuves de boxe au Madison Square Garden, le temple du noble art. Car aux Etats-Unis, les combats de MMA atteignent des records d'audience et de fréquentation.

« Esprit martial abandonné »

Partout ailleurs, le MMA se porte comme un charme. La valeur de l'UFC, qui diffuse plus de 45 événements en direct chaque année, est estimée à 2,5 milliards de dollars (2 milliards d'euros) par le magazine *Forbes*.

Actuellement, 129 pays retransmettent les rencontres à la télévision, touchant près de 880 millions de foyers. Au Tokyo Dome, au Japon, berceau du judo, les 55 000 places sont prises d'assaut lors des soirées UFC. Un succès auquel ne peut prétendre le Grand Slam de Tokyo, un tournoi prestigieux de judo qui n'a pas réussi à remplir les 10 000 places du Tokyo

Metropolitan Gymnasium, du 5 au 7 décembre.

Le MMA profite également des réformes entreprises ces dernières années par la FIJ. En décidant d'instaurer de nouvelles règles et de bannir certaines prises du Gokyo – le répertoire des techniques traditionnelles – pour rendre les compétitions de judo plus attrayantes auprès du grand public, la FIJ a fait le pari de la médiatisation. Au risque d'y perdre son âme ? C'est en tout cas ce que pensent nombre d'experts japonais, comme Shozo Fujii, quadruple champion du monde entre 1971 et 1979. « Enlever ces techniques, c'est n'importe quoi, s'insurgeait la légende du judo nippon dans une interview au site All-judo. Si, par exemple, on ne peut plus saisir le pantalon, il faut l'enlever. » Et de conclure : « Le MMA cultive l'esprit martial alors que nous sommes en train de l'abandonner. Si le MMA parvient à garantir la sécurité de ses combattants et s'il se dote d'une philosophie, alors le judo sera en grand danger. » ■

Sur le terrain, dans les clubs de province notamment, on tire la sonnette d'alarme depuis longtemps. « La FFJDA paye aujourd'hui sa politique de la licence à tout prix, par tous les moyens, constate Claude Urvoy, 82 ans, fondateur du Dojo brestois. Depuis qu'elle a permis aux enfants de pratiquer le judo dès l'âge de 4 ans, nos clubs sont devenus des garderies. L'effet pervers, c'est que la majorité de ces jeunes ne continuent pas et que les cours d'adultes se vident. Il est grand temps de faire les états généraux du judo. » Au Temple des arts martiaux, à Pontchâteau, dirigé par Claude Haberzettel, même constat. De 180, la section judo s'est réduite à 130 licenciés entre juin et septembre.

Dans ces conditions, le MJA peut-il redresser les effectifs, comme l'espère la FFJDA ? « C'est une farce. Ils vont faire beaucoup de mal au judo », se désolé Claude Haberzettel, qui songe « sérieusement » à licencier ses 400 adhérents de la FFJDA à la FSGT. « Seuls les compétiteurs qui veulent faire les épreuves fédérales iront chez eux. Mais il n'y en a plus beaucoup... », assure-t-il. Au dojo de Châtelailillon, on se sait aussi en sursis. « Le MJA, je ne connais pas, réplique Yohan Ruelle. Si la FFJDA nous impose de renommer notre section, nous trouverons une solution et nous ne licencierons plus chez eux. »

La solution, le Judo-Club de Thouars (JCT) l'a trouvée. Menacé de radiation par

« Le MMA est criminel. Notre fédération ne veut pas former à des combats sauvages »

JEAN-RENÉ GIRARDOT
vice-président de la FFJDA

la FFJDA parce qu'il proposait des cours de MMA, ce club des Deux-Sèvres a modifié ses statuts en créant une section multisport distincte du judo. Une initiative devant laquelle la FFJDA n'a pu que s'incliner et qui a fait des petits. « Beaucoup de clubs font déjà comme nous et il va y en avoir de plus en plus à l'avenir », explique Yann Leroux, le professeur du JCT, qui se démène pourtant afin de faire vivre le judo en conviant de nombreux champions et qui a même embauché à la rentrée un haut gradé (4^e dan) venu de l'université de Tenri, au Japon, Yamamoto Kintaro, pour assurer des cours de qualité. « Le problème, soupire-t-il, c'est que le judo, que nous aimons tous, va encore en pâtir. » ■

> Sur *Lemondede.fr*

Retrouvez cet article en grand format.

Le Spartak lillois, champion de la diversité sociale

PRIX « LE MONDE » - FAIS-NOUS RÊVER

Militant « pour un sport populaire et solidaire », l'association créée par quelques étudiants de Lille-III accueille tous les fans de football, y compris ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une licence



Entraînement du Spartak club lillois sur la pelouse du stade des Cheminots, à Hellemmes, jeudi 4 décembre.

ÉRIC LE BRUN POUR « LE MONDE »

GEOFFROY DEFFRENNES

Hellemmes (Nord), envoyé spécial

Jeudi 4 décembre, la température est négative, l'éclairage du vieux stade des Cheminots d'Hellemmes peine à percer la nuit glaciale. L'atmosphère sombre de cette zone industrielle en contrebas du Mont-de-Terre, encaissée entre ponts, voies ferrées et autoroute, n'a pas rebuté une quarantaine de jeunes gens portant shorts longs, triple épaisseur de maillots, et bonnets vissés sur le crâne. Bienvenue au Spartak lillois, modeste club de foot de loisir, à 2 640 km du FK Spartak Moscou, douze fois champion d'Union soviétique et neuf fois champion de Russie...

L'emprunt moscovite intrigue. Les maillots du Spartak lillois sont aussi rouges que les joues des footballeurs s'activant sur la pelouse. Y aurait-il un engagement politique dans cette « association sportive militante pour un sport populaire et solidaire » ? « Non, répond son président, Benjamin Vandekerckhove, 27 ans. Nous avons chacun nos sensibilités. Communiste pour moi, écolo pour d'autres... Nous ne sommes affiliés à aucun parti, mais en décembre 2013 nous avons participé à la Marche pour l'égalité et contre le racisme, et nous étions signataires de l'appel. Ce qui nous réunit, ce sont des valeurs de fraternité. »

La large base populaire du Spartak Moscou a incité la bande de copains à lui emprunter son nom. Mais la référence évoque aussi Spartacus, l'ancien esclave révolté dont le casque orne le logo de l'association distinguée, mercredi 10 décembre, à Roubaix lors de la 9^e étape du « Grand tour », un tour de France des initiatives qui changent

la vie des jeunes grâce au sport, organisé par l'Agence pour l'éducation par le sport (Apels). « Nous sommes une équipe de gladiateurs ! », plaisante le président, diplômé en sociologie et développement social.

Une boutade, car c'est justement par rejet de l'esprit forcené de la compétition qu'une poignée d'étudiants à Lille-III se sont réunis en 2010. « Nous étions des déçus du "foot tradi", avec ses engueulades, sa pression constante, ses dérives financières, son côté méritocratique... Mais nous voulions reprendre le sport, explique Benjamin Vandekerckhove. On a mis des affiches sur les campus et en deux semaines nous étions trente. » Parmi les premiers attirés, Matthieu Roger, alors étudiant en psychologie, désormais vice-président, et Thomas Becquembois, étudiant en sociologie, secrétaire du Spartak...

« Quand on a adhéré, nous étions tous étudiants; désormais seule la moitié d'entre nous l'est », estime Matthieu, 26 ans, aujourd'hui conseiller d'orientation et psychologue dans l'Éducation nationale. Les nouveaux adhérents sont souvent issus du quartier de Fives voisin, grâce à deux créneaux libérés par la ville de Lille. « Les gars font connaissance et des amitiés improbables ailleurs se nouent, souligne Benjamin. Nous avons un plombier turc adhérent, par exemple. » Les pratiquants prennent une licence loisir à la Fédération française de football (FFF), 90 euros en moyenne pour la saison, mais le jeudi le club accepte ceux qui n'ont pas les moyens de la payer. La cotisation au club, 1 euro, demeure symbolique.

Les entraînements peuvent réunir jusqu'à 45 footballeurs, de 16 à 45 ans, la moyenne d'âge se situant plutôt entre 22 et 28 ans.

« Cet été, souligne Benjamin, un gars de 25 ans, Alex, a débuté chez nous. Avec tout le respect que je dois aux éducateurs de l'OS Fives, il n'aurait pas pu y commencer le foot à cet âge. » Thomas renchérit : « Le sport non compétitif est porteur. Cet après-midi, j'ai rencontré un responsable de résidence universitaire intéressé pour ses locataires. » Parmi les « recrues », Mohamed Bihhi, 41 ans, joue à

« Nous étions des déçus du "foot tradi", avec ses engueulades, sa pression constante, ses dérives financières, son côté méritocratique... »

BENJAMIN VANDEKERCKHOVE
président du Spartak lillois

domicile : c'est le concierge ! « J'avais pratiqué à Lille-Sud et Wazemmes. J'ai repris ici en 2013... »

Le Spartak participe au championnat loisir du District Flandres de football : il y a gagné le trophée du... fair-play, parmi 56 équipes. Près de 300 personnes ont pris part à son tournoi estival 2014, regroupant douze équipes mais aussi dix associations dans le village installé près du terrain. « Cela a créé du lien dans le quartier », se réjouit Benjamin.

Le club mène régulièrement des actions sociales. « En 2013, rappelle-t-il, nous avons apporté des ballons aux Roms expulsés de Villeneuve-d'Ascq et hébergés à la Bourse du travail afin de leur permettre de jouer sur le city stade voisin. » Le maillot rouge du Spartak s'est aussi montré à l'arrière du 10 km de la Braderie de Lille, en compagnie des militants soutenant le peuple palestinien. En août, à l'occasion de son tournoi, le club a invité l'association dunkerquoise Intégration les 3i, qui mène des programmes d'apprentissage linguistique. « On aimerait bien aller là-bas aussi, avec du matériel », avoue le président.

Si une seule femme, Harmonie Aubert, a intégré le bureau, comme trésorière, quelques filles ont commencé à adhérer au Spartak, notamment pour le basket et la course à pied. « Comme l'hiver est rude ici, note Thomas, nous espérons que la mairie nous attribuera un jour une salle pour le basket... »

Parmi les projets, l'organisation d'olympiades en mars 2015, en partenariat avec le centre social Mosaïque de Fives. L'été sera marqué par la deuxième édition du tournoi, programmé une semaine avant la Braderie de Lille. « Nous souhaitons que les joueurs ne soient pas que des consommateurs mais participent à nos actions », conclut Benjamin, tandis qu'un TGV croise un TER dans l'obscurité, à une portée de shoot, sirène assourdissante. Le foot aussi se joue à deux vitesses. ■

Pour fêter la fin du Grand Tour de l'éducation par le sport, l'Apels organise une soirée de gala solidaire au centre musical Barbara (1, rue de Fleury, Paris 18^e), samedi 15 décembre à partir de 19 heures.



Chaque semaine, l'essentiel de la presse étrangère dans **Courrier international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le rugby à VII paye sa tournée

Après avoir décroché son ticket pour Rio 2016, cette variante du ballon ovale mobilise les nations émergentes afin de se construire une histoire. Début décembre, les World Series faisaient étape à Dubaï

ADRIEN PÉCOUT

Dubaï (Emirats arabes unis), envoyé spécial

Drôle de terrain de jeu que ce stade planté au beau milieu du désert. Pour y accéder, il suffit de suivre les dromadaires et la sarabande de voitures, le long de la route qui relie l'oasis d'Al-Ain à Dubaï. Se dressent soudain les tribunes du Sevens Stadium. Sevens, parce qu'ici on ne joue pas à 15 contre 15 mais à 7 contre 7. Comme nombre d'autres pays, les Emirats arabes unis découvrent le ballon ovale grâce à cette variante plus spectaculaire. Il n'y a qu'à lever les yeux au ciel pour apercevoir les drapeaux qui flottent au sommet du stade : Chine, Brésil, Portugal, Espagne, Canada, Etats-Unis, Kenya, Russie... Tous ces pays ont participé du 4 au 6 décembre à l'étape dubaïote de l'IRB Sevens World Series, le circuit mondial de rugby à VII, aux côtés d'invités moins surprenants comme la France, l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou l'Afrique du Sud.

Aussi improbable que caniculaire, ce rendez-vous marque le début de la saison féminine (qui compte six étapes) et le deuxième volet du tournoi masculin (neuf étapes). Deux compétitions qualificatives pour les prochains Jeux olympiques, en 2016 à Rio de Janeiro, qui marqueront le grand retour du rugby aux JO, déjà apparu sous sa forme quinziste entre 1900 et 1924. « Dans la mesure où le rugby à VII va devenir olympique, il s'agit probablement du levier de développement le plus important pour le rugby, encore davantage que le jeu à XV, explique l'Irlandais Mark Egan, responsable des compétitions au sein de World Rugby, la nouvelle appellation de l'International Rugby Board, gouvernement mondial de ce sport. Dans notre budget annuel de 60 millions d'euros, nous investissons déjà près de 10 millions pour le rugby à VII. Pour le moment, notre fédération internationale compte 120 pays membres à travers le monde. Si l'on se fie au nombre de pays qui peuvent participer aux Jeux olympiques, cela signifie qu'il nous en reste encore 85 à attirer. »

On est encore loin du football et de ses 209 fédérations nationales, ou encore du basket (214) et du volley-ball (220). Pendant qu'ils zigzaguent jusqu'à leurs vestiaires entre des stands de restauration rapide et des boutiques souvenirs, joueurs et entraîneurs soulignent toutefois le chemin parcouru depuis que le Comité international olympique a annoncé, en 2009, que le rugby à VII intégrerait le programme des Jeux en 2016. « Il y a cinq ans,

« Beaucoup de pays n'ont pas les structures nécessaires pour le rugby à XV, mais parviennent à se distinguer, comme nous, grâce au VII »

ANDREW AMONDE

demi-finaliste de la Coupe du monde 2013 de rugby à VII avec le Kenya

dans mon pays, si tu avais demandé dans la rue à quelqu'un de te décrire le rugby, il t'aurait répondu qu'il s'agit d'un sport qui se joue avec un casque et des épaulettes, explique Alexander Tsvetkov, l'un des managers de la sélection russe. Alors que maintenant, il y a plus de chances qu'il ait de meilleures informations. »

Zack Test, joueur de la sélection américaine, confirme ces progrès : « Le Comité national olympique des Etats-Unis a passé un accord avec la chaîne de télé NBC pour la retransmission de nos matchs du circuit international, puis des Jeux olympiques. Et maintenant, avec notre fédération nationale de rugby, ils nous versent un salaire pour que les joueurs de la sélection américaine pratiquent à temps plein le rugby à VII. » Le Kenyan Andrew Amonde, demi-finaliste de la Coupe du monde 2013 de rugby à VII, gagne également sa vie en tant que septiste : « Beaucoup de pays n'ont pas les structures nécessaires pour le rugby à XV, mais parviennent à se distinguer, comme nous,



L'équipe sud-africaine victorieuse de l'IRB Sevens World Series à Dubaï le 6 décembre.

KARIM SAHIB/AFP

grâce au VII. Cela explique que plusieurs sponsors soutiennent notre équipe de rugby à VII, ce qui n'est pas le cas pour celle de rugby à XV. »

Plus accessible, cette forme de rugby « ascète » attire aussi de nouveaux spectateurs. Ainsi de la jeune écolière allemande Mara Paviz, dont les parents expatriés travaillent à Dubaï : « Je trouve le rugby beaucoup plus cool que je ne le pensais. Ici, on peut faire plus de choses brutales qu'au football, on peut envoyer balader ses adversaires et les plaquer au sol ! Je pense qu'à mon retour en Allemagne, je continuerai à m'y intéresser. » Disputés sur un terrain aux mêmes dimensions que ceux de rugby à XV, les matchs à sept durent seulement deux périodes de sept minutes et se succèdent à n'en plus finir, chaque équipe disputant au minimum six rencontres par tournoi. Dans cette variante, très peu de phases arrêtées, très peu de mêlées. Les percées fusent de part et d'autre, toute erreur adverse pouvant être fatale, car passible d'une contre-attaque éclair.

La jeune spectatrice allemande n'aura pas eu le loisir d'agiter sa main jaune géante pour encourager les siens sur le terrain d'honneur. L'équipe d'Allemagne, moins cotée dans la hiérarchie mondiale, a dû se contenter de l'un des quinze tournois annexes répartis tout autour du Sevens Stadium, au même titre que la Pologne, la Belgique, la Suisse, la Géorgie, l'Egypte, l'Arabie saoudite et le Koweït. Georges Cassab, lui, est venu tout droit de Beyrouth. Ce jeune homme est premier assistant réalisateur de cinéma et joue pour l'un des cinq clubs du pays : « Au Liban, le rugby est un sport jeune, on n'a eu notre premier championnat national qu'en 2009. Chez nous, ce n'est pas un sport spécialement pour les personnes aisées, cela n'a rien à voir avec les catégories sociales. Au début, mes parents n'étaient pas d'accord, ils jugeaient ce sport agressif, trop dangereux. Ils disaient que je finirais même par me casser les os. Mais j'ai insisté et ils ont fini par céder. »

Voilà cinq ans, les Emirats arabes unis ont décidé eux aussi de s'y mettre sérieusement. « A l'époque, on n'avait même pas un écolier qui pratiquait. Maintenant, on en compte

3 000, la plupart en rugby à VII », se félicite le président de la Fédération de rugby des Emirats arabes unis, Mohammed Abdulrahman Falaknaz. Enveloppé dans sa gandoura, une ample tunique blanche, le dirigeant est nettement moins disert lorsqu'on l'interroge sur la participation féminine : « Pour l'instant, nous nous concentrons sur les garçons. Chez nous, le rugby féminin commence à peine. » L'une des épreuves en marge du tournoi phare a certes réuni des équipes féminines locales de moins de 18 ans... exclusivement composées d'expatriées. « Les filles émiraties peuvent jouer jusqu'à l'âge de 12 ou 13 ans, mais ensuite, en raison de la culture locale, elles arrêtent toutes. Dans cent ans, si ce n'est pas deux cents ans, peut-être que cela changera... », soupire l'Algérienne Amel Daoudi, ancienne athlète de haut niveau qui enseigne maintenant le sport au

sein de la Sanawbar Private School, un établissement scolaire situé à Al-Ain.

Début décembre, très peu de femmes portaient comme elle le voile aux alentours du Sevens Stadium, fût-il recouvert d'une casquette de sport. L'événement a surtout accueilli un public d'Occidentaux, installés aux Emirats arabes unis pour prospérer dans cette contrée du Golfe où la manne pétrolière a fait jaillir de nulle part une forêt de gratte-ciel. Une assemblée de fêtards prêts à déboursier jusqu'à 600 dirhams (133 euros) pour assister à ces trois jours de tournoi. Pour cette 2^e étape du circuit mondial, les organisateurs en espéraient 100 000 sur l'ensemble de ces trois jours, répartis tout autour d'une imposante tente Heineken. Alors qu'elles proscrivent pour des raisons religieuses la consommation d'alcool dans les lieux publics, les autorités des Emirats arabes unis ont autorisé le brasseur néerlandais à prendre ses quartiers à l'entrée du Sevens Stadium.

Elles ont également fermé les yeux sur les tenues de certaines supportrices anglaises, néo-zélandaises ou sud-africaines, parfois très court vêtues, ou sur les accoutrements de joyeux drilles grimés en tortues Ninja, en Pères Noël, en centurions romains... « Pour un simple match de rugby à XV, on ne viendrait pas comme ça, mais là, le tournoi dure tout un week-end, on a le temps de s'amuser », explique un Anglais plus occupé à admirer son déguisement – hommage à la famille Pierrafeu – qu'à apprécier le déroulé des matchs. Les plus attentifs de ses camarades auront peut-être noté que l'étape dubaïote a finalement souri à l'Afrique du Sud chez les hommes, et à la Nouvelle-Zélande chez les femmes. La France a d'ailleurs brillé dans le tableau féminin (4^e sur 12) que masculin (10^e sur 16).

« Si le rugby à VII se pérennise aux Jeux olympiques, à un moment il surclassera le rugby à XV qui, lui, restera régional, avec sa dizaine de nations au plus haut niveau », prophétise Jean-Claude Skrela, superviseur de l'équipe de France de rugby à VII. Mais pour en arriver là le VII devra faire ses preuves aux Jeux de Rio en 2016 et de Tokyo en 2020. Au risque, sinon, de sortir du programme olympique. ■

Programme

13-14 décembre 3^e étape de l'IRB Sevens World Series à Port Elizabeth (Afrique du Sud).

6-7 février 2015 4^e étape du tournoi à Wellington (Nouvelle-Zélande).

13-15 février 5^e étape à Las Vegas (Etats-Unis).

27-29 mars 6^e étape à Hongkong.

4-5 avril 7^e étape à Tokyo (Japon).

9-10 mai 8^e étape à Glasgow (Ecosse).

16-17 mai 9^e et dernière étape à Londres (Angleterre).

Russian connection

ATHLÉTISME | Parmi les 350 athlètes actuellement suspendus pour dopage, 68 sont russes. Une première place dont se passeraient bien les fédérations russe et internationale, déjà affaiblies par des soupçons de corruption



Mariya Savinova, championne olympique du 800 m à Londres.

ANJA NIEDRINGHAUS/AP

YANN BOUCHEZ

L'athlétisme russe avait déjà vécu un été maussade. Sous le ciel gris de Zurich, lors des championnats d'Europe, ses représentants, avec 22 médailles dont trois d'or, ne figuraient même pas sur le podium du classement des nations, occupé par le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. La fin de l'automne s'annonce encore bien plus compliquée pour la Fédération russe d'athlétisme (ARAF). Et l'affaire dépasse cette fois le cadre sportif : l'ARAF apparaît au cœur d'un scandale où s'entremêlent un dopage quasi institutionnalisé et des soupçons de corruption impliquant une multitude d'acteurs, des athlètes aux dirigeants, en passant par les contrôleurs, les entraîneurs et les agents.

Mercredi 3 décembre, le jour où *L'Equipe* révèle qu'une enquête a été ouverte par la commission d'éthique de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) sur une possible tentative de corruption faite sur elle par la fédération russe pour couvrir des cas de dopage, c'est surtout un documentaire diffusé sur la chaîne publique allemande ARD qui porte les accusations les plus concrètes. Le journaliste Hajo Seppelt, spécialisé dans les questions de dopage, y présente des témoignages édifiants.

Parmi les athlètes qui acceptent de prendre la parole figure Julia Stepanova – Rusanova, de son nom de jeune fille –, coureuse de 800 mètres, suspendue jusqu'au 27 janvier 2015. La jeune femme de 28 ans décrit la banalité de certaines pratiques : « Ils [les entraîneurs] prennent une fille, la nourrissent de pilules et la font courir. Si demain elle est suspendue, ils se disent qu'ils en trouveront une autre. » Elle raconte aussi des stages à l'étranger où les athlètes se font enregistrer sous de faux noms afin d'éviter les contrôles. En caméra cachée, elle se fait remettre par un entraîneur, Vladimir Kazarin, des pilules présentées comme étant de l'oxandrolone, un stéroïde anabolisant.

M. Kazarin s'occupe des entraînements de Mariya Savinova, championne olympique du 800 m à Londres et vice-championne du monde à Moscou en 2013. Lors d'une conversation téléphonique avec Stepanova enregistrée à son insu, l'athlète reconnaît avoir re-

cours à des produits interdits. « L'oxandrolone disparaît rapidement de mon organisme, en moins de vingt jours, assure Savinova. On l'a testé – mon mari a de très bons contacts avec le laboratoire antidopage. » De cette enquête fouillée du journaliste allemand ressort le sentiment vertigineux que la corruption est installée à tous les échelons de l'athlétisme russe, jusqu'aux laboratoires de recherche et aux acteurs de la lutte antidopage.

Le mari de Julia Stepanova, Vitaly Stepanov, en est l'une des illustrations. Membre de l'agence russe antidopage (Rusada) de 2008 à 2011, il a d'abord aidé sa compagne à se doper, lui procurant même certains produits. Repenti, il dénonce à présent ce système. Dimanche 7 décembre, un nouveau documentaire de l'ARD enfonce le clou, montrant des contrôles

« L'oxandrolone disparaît rapidement de mon organisme. »

On l'a testé – mon mari a de très bons contacts avec le laboratoire antidopage »

MARIYA SAVINOVA

championne olympique du 800 m à Londres

antidopage surréalistes, dans lesquels Stepanova est prévenue à l'avance de l'un d'eux et est ensuite laissée seule avec son échantillon urinaire.

Même s'il est cette fois décrit avec une précision inédite, le dopage dans l'athlétisme russe n'est pas une nouveauté. L'éclatement de l'Union soviétique n'a pas mis un terme aux pratiques interdites. « Les grands clubs de l'époque ont en partie disparu, mais le savoir-faire est resté, estime Christophe Brissonneau, sociologue et chercheur du laboratoire Lasco à l'université Paris-Descartes. Les athlètes ne considèrent pas qu'ils se dopent, ils se soignent. C'est un élément du métier. »

Parmi les quelque 350 athlètes actuellement suspendus pour des infractions aux règles antidopage et inscrits sur la dernière liste de

l'IAAF, établie le 4 décembre, 68 sont russes. Ce qui en fait le premier contingent, et de loin, de ce classement peu enviable. Selon un rapport de l'ARAF évoquant le cas de 62 athlètes nationaux sanctionnés pour des violations aux règles antidopage, aucune spécialité n'est épargnée. Les participants aux épreuves d'endurance (21 athlètes) devançant les lanceurs (12), les sprinteurs (12), les marcheurs (9) et les sauteurs (6). Dans la grande majorité des cas, les suspensions s'expliquent par l'usage d'anabolisants (36) et des passeports biologiques anormaux (13).

Le président de l'ARAF, Valentin Balakhnichev, incarne cette idée de continuité entre l'Union soviétique et l'époque actuelle. A la tête de la fédération russe depuis 1991 et trésorier de l'IAAF – il s'est mis en retrait de ses fonctions jeudi 11 décembre –, cet ancien spécialiste du 100 mètres haies, membre de l'équipe soviétique de 1971 à 1974, a été entraîneur au sein de l'équipe nationale de 1978 à 1984. Il est aujourd'hui la cible de nombreuses accusations, notamment celle de l'agent de la marathonnienne Lilia Choboukhova, Andreï Baranov. L'ARAF aurait forcé l'athlète à payer d'importantes sommes d'argent pour l'aligner aux Jeux de Londres en 2012, malgré des paramètres anormaux sur son passeport biologique.

En avril 2014, la marathonnienne a été suspendue pour une durée de deux ans. Mécontente, Choboukhova aurait demandé et obtenu partiellement le remboursement de son argent par le biais d'une société basée à Singapour, Black Tidings, dont le propriétaire est un collaborateur de Papa Massata Diack, le fils du président de l'IAAF, Lamine Diack. Contacté par *Le Monde*, M. Balakhnichev estime pourtant que ce n'est « pas le temps des interviews » et préfère souligner la coopération des Russes avec l'agence mondiale antidopage (AMA).

Mais la sévérité de la fédération russe vis-à-vis de ses tricheurs ne satisfait pas toujours l'IAAF. En 2008, la fédération internationale avait réclamé devant le Tribunal arbitral du sport (TAS) des sanctions plus lourdes contre sept athlètes féminines convaincues de manipulation d'échantillons d'urine lors de contrôles antidopage. Il y a quelques mois, l'IAAF a saisi le même tribunal « à la suite de retards importants dans le traitement de certains dossiers par l'ARAF » concernant des marcheurs, a précisé à *L'Equipe* Nick Davies, le porte-parole de la fédération internationale.

En 2013, le journal britannique *Mail on Sunday* révèle l'arrestation du directeur du laboratoire de Moscou, Grigory Rodchenkov, accusé d'avoir vendu des produits interdits – il ne sera finalement pas poursuivi, mais sa sœur a été condamnée pour avoir acheté des produits dopants qu'elle voulait vendre à des sportifs.

L'athlétisme ne semble pas le seul sport concerné par cette succession d'affaires. Lors des Jeux olympiques de Sotchi, l'utilisation par certains compétiteurs russes de xénon, un gaz qui favorise la production d'EPO naturelle par l'organisme et déjà utilisé lors des Jeux d'Athènes en 2004, avait suscité la controverse. « Le xénon n'est pas un gaz illégal », avait alors avancé Vladimir Ouïba, le patron de l'Agence fédérale russe de biomédecine. Depuis mai, le produit figure sur la liste des produits interdits.

Face aux dernières révélations, la Rusada a fait savoir, le 4 décembre, qu'elle attendait une demande officielle de l'Agence mondiale antidopage avant d'enquêter sur les accusations portées par le documentaire. Dès le lendemain, elle passe à la vitesse supérieure et annonce l'ouverture d'une enquête « pour vérifier la véracité des faits annoncés ».

L'ARAF a opté pour une stratégie visant notamment à décrédibiliser les auteurs des témoignages. Dans un communiqué, les dirigeants de la fédération ont dénoncé des « allégations diffamatoires » et une « provocation visant à ébranler le sport russe », évoquant de possibles poursuites judiciaires après cette « tentative maladroite de jeter de la boue à la figure des athlètes russes ». L'IAAF a pour sa part annoncé l'ouverture d'une enquête menée par sa commission d'éthique.

En attendant les conclusions des différentes procédures, certains dirigeants ont déjà fait connaître publiquement leurs préoccupations. Ainsi l'Allemand Helmut Digel, membre du conseil de l'IAAF constate-t-il que « médecins et pharmaciens se comportent comme des criminels et organisent, accompagnent et soutiennent cette escroquerie dans les grands sports internationaux ». Et l'ancien président de la Fédération allemande d'athlétisme d'ajouter : « Cette situation ne touche certainement pas que la Russie. Elle affecte presque toutes les nations les plus performantes dans le monde. » ■